

Attention danger ! Restrictions numériques et physiques sur nos propres appareils

Nous devons craindre de nous réveiller un jour dans un monde où non seulement les contenus numériques seront sous contrôle mais également les appareils qui permettent de les consulter...



Restrictions numériques et physiques sur votre propre appareil

Digital and physical restrictions on your own device

Erik Albers – 3 mai 2013 – FSFE Blog

(Traduction : goofy, hugo, Eijebong, ProgVal, Rudloff, Tony, Rogdham, Asta, KoS + anonymes)

À propos des restrictions numériques

Aujourd'hui, 3 mai 2013, on célèbre la Journée internationale contre les Mesures Techniques de Restriction (Digital Restrictions Management)^[1], promue par la Fondation pour le Logiciel Libre (Free Software Foundation, FSF). En général, le terme Digital Restrictions Management (DRM) se réfère à différentes restrictions que les entreprises – ou tout autre fournisseur de contenu – imposent sur les données et contenus numériques. Ces restrictions sont là pour permettre aux fournisseurs de décider ce que vous pouvez faire avec vos données et contenus, et ce que vous ne pouvez pas faire. Ainsi, ils vous empêchent d'être en pleine possession de vos données. Ces données sont défectueuses par nature (defective by design) – quel que soit le prix que vous soyez prêt-e à y mettre.

Et cela nous mène à un monde où l'on « n'achète » rien d'autre qu'une « licence d'utilisation ».

Les restrictions comme celles-ci évoluent, jusqu'au jour où la personne détenant les droits peut légalement décider de soudainement supprimer tout ce que vous avez acheté – à distance !

Cette année, la journée contre les DRM se concentre sur une nouvelle menace globale contre tout ce que nous connaissons du World Wide Web : le World Wide Web Consortium (W3C) réfléchit à un projet de spécification d'Extension de Contenus Chiffrés (Encrypted Media Extensions proposal, EME), qui vise à avaliser le support des DRM dans HTML5. HTML est le cœur de ce qu'est le Web (*NdT: « de ce qu'est Internet » (sic) dans la version originale*). Établir les DRM au sein d'HTML pourrait devenir une terrible menace pour la liberté de l'Internet, les navigateurs libres et la liberté des utilisateurs en général.

J'espère que beaucoup de personnes dans le monde vont

rejoindre la FSF ou la FSFE (FSF Europe), ou s'aligner avec d'autres organisations dans leur combat contre les DRM dans HTML5. S'il vous plait, signez la pétition et faites le plus de bruit possible pour que d'autres personnes se rendent compte de ce développement captieux.

À présent, je voudrais utiliser cette journée pour faire le point sur un autre problème. Quelque chose auquel les DRM ne sont pas forcément reliées ; mais, qui y est effectivement relié : la propriété de vos propres appareils.

À propos de la propriété de votre appareil

De plus en plus souvent, nous voyons comment les entreprises et les fabricants vendent des appareils bridés qui sont en fait des (mini) ordinateurs – mais sont artificiellement bloqués pour que vous ne puissiez pas vous en servir comme des ordinateurs universels. Les fabricants sont créatifs lorsqu'il s'agit de restreindre vos appareils et sont déjà prêts à s'attaquer aux ordinateurs universels classiques avec une restriction appelée Secure Boot. Mais, l'amère vérité est que de telles restrictions sont déjà valables pour des appareils « mobiles » – téléphones et tablettes – ce qui remet fondamentalement en cause de ce que l'on appelle propriété.

Note : Ce que je vais expliquer est tout à fait vrai pour beaucoup d'appareils sur le marché – mais comme je connais mieux le système Android et les restrictions qui viennent avec celui-ci, je vais me concentrer sur les téléphones Android. À propos, si vous voulez en savoir plus sur la façon de débloquent son chargeur de démarrage (bootloader), changer votre système d'exploitation et utiliser du Logiciel Libre sur votre appareil mobile, vous pourrez trouver plus d'informations sur <http://www.freeyourandroid.org>.

Si aujourd'hui vous achetez un appareil Android, vous achetez le matériel d'un fabricant qui vient avec un système d'exploitation préinstallé développé par Google, Android. Ce

systeme d'exploitation vient souvent avec son lot d'inconvénients, comme des applications que vous n'êtes pas autorisé-e à désinstaller. Ainsi, ils vous vendent un système d'exploitation bloqué. Malheureusement, le même matériel vient souvent avec un chargeur de démarrage bloqué, donc vous n'êtes pas capable de remplacer le système d'exploitation. À part quelques applications, en quoi est-ce mal ?

Tout d'abord, c'est une restriction artificielle de votre appareil. Ils ne veulent pas que vous l'utilisiez comme vous l'entendez – que vous souhaitiez utiliser le système préinstallé ou non. Ils appellent souvent cela un « produit fini », ce qui devrait être littéralement compris comme la fin de votre liberté.

Ensuite, leur but est de vous lier aux intérêts du fabricant. Et leur intérêt est d'augmenter le nombre d'appareils vendus chaque année au lieu d'assurer la maintenance de ceux déjà vendus. Comment ? Si vous achetez un téléphone Android et qu'ensuite Google publie une nouvelle version, vous ne pourrez pas installer cette nouvelle version car votre chargeur de démarrage est bloqué. Autrement dit, peu importe que votre appareil soit capable de fonctionner sur un nouveau système d'exploitation, ils restreignent simplement la possibilité de le faire.

Heureusement, il y a une façon de vous réapproprier votre appareil et d'installer le système de votre choix, quel qu'il soit : débloquer le chargeur de démarrage. Mais comme ce n'est pas l'intérêt de votre fabricant – tel que je l'ai expliqué plus haut – ils vont probablement déclarer votre garantie nulle si vous le faites. Ce qui est juridiquement incorrect. Comme Carlo Piana et Matija Šuklje l'ont fait remarquer – ainsi qu'une association de consommateurs allemande – ce n'est pas légal suite à la Directive Européenne 1999/44/EC (*NdT: la garantie est due par le vendeur, voir Code de la consommation, L.211*). Malheureusement, ils essaient toujours de vous faire peur. Cela ne peut pas être vu que comme une mauvaise

habitude. L'intention est d'éviter que les utilisateurs ne se réapproprient leurs propres appareils. C'est pourquoi ils continuent de le faire – même si ce n'est pas sur une base légale.

Les constructeurs ont différentes politiques concernant la possibilité de débloquer votre chargeur de démarrage. Dans le pire des cas, ils vont feront signer un contrat juridique avant que vous n'obteniez le code spécifique pour débloquer votre chargeur de démarrage. Dans ce contrat, que vous devez signer, ils vous forcent souvent à renoncer à votre garantie – qui est un transfert de vos droits en tant que consommateur, comme expliqué plus haut. Mais, pire encore, il y a le contrat que vous devez signer pour débloquer votre appareil Motorola^[2] :

Les appareils qui ont été débloqués sont pour votre utilisation personnelle uniquement. Une fois que vous avez débloqué votre appareil, vous ne pouvez l'utiliser que pour votre utilisation personnelle et ne pouvez pas le vendre ni même le céder.

Pardon ? Vous n'êtes plus autorisé à **vendre** votre appareil ? Celui que vous avez acheté ?

Où allons nous ?

Le contrôle à distance et la gestion des restrictions de vos données numériques sont quelque chose dont nous devons nous soucier. Mais, de plus en plus d'entreprises ont déjà imposé des restrictions numériques sur l'usage physique de nos appareils – tel que l'interdiction d'installer les logiciels que vous voulez sur votre propre appareil. Ou, comme on l'a déjà vu, la limitation sur les conditions de vente de votre propre matériel. C'est un développement négatif contre lequel nous devons agir et essayer de changer ces pratiques. Si nous échouons à le faire et laissons tomber nos droits en tant que

consommateurs et nos libertés civiles, nous devons craindre de nous réveiller un jour dans un monde où non seulement le contenu numérique sera hors de contrôle de la société, mais également le contrôle physique de la technologie.

De nos jours, Google nous donne un parfait exemple de comment cela peut être fait : les Google Glass vont être du matériel qui sera vendu par Google et qui est actuellement en beta test sous le nom de *Google Glass Explorer Edition*. À cause de la licence d'utilisation que vous devez signer pour devenir un beta testeur, vous ne serez pas autorisé à vendre l'appareil ou même le prêter à un ami. Certes, cela peut être vu comme une mauvaise habitude ou une restriction compréhensible pour un test. Ce n'est pas mon propos. Je veux dire que cela devrait concerner tout le monde : si vous ne respectez pas les conditions de Google, ils désactiveront votre matériel à distance.

Cela se rapproche de l'étape finale : l'intégration par le constructeur d'une option pour détruire à distance votre matériel, laissant chaque utilisateur sans contrôle de sa propre technologie informatique, de ce qui lui appartient. Si le futur est dans le contrôle à distance, la société perdra le contrôle de la technologie et de son contenu. À partir de là il est facile d'imaginer la censure, la supervision et le contrôle de la société par des monopoles d'une manière encore jamais vue.

Crédit illustration : Brendan Mruk et Matt Lee (Creative Commons By-Sa)

Notes

[1] Lire à ce sujet ces deux billets du Framablog : Mobilisons-nous ! Pas de DRM dans le HTML5 et les standards W3C et DRM dans HTML5 : la réponse de Cory Doctorow à Tim Berners-Lee.

[2] C'est seulement un exemple, j'en suis conscient. Il y a peut être d'autres entreprises qui agissent de la sorte, je n'en sais rien.